



ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ÎLE-DE-FRANCE

TRAVAUX MENUISERIE / SERRURERIE / VITRERIE / METALLERIE
POUR LES BIENS ACQUIS ET LOUES PAR L'EPF ÎLE-DE-FRANCE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE I :	GENERALITES	4
ARTICLE 1 :	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1.	Objet du marché	4
1.2.	Nature du marché	4
1.3.	Montant de l'accord-cadre	4
1.4.	Titulaire du marché	4
1.5.	Sous-traitance	4
ARTICLE 2 :	PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES	5
CHAPITRE II :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 3 :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
3.1.	Définition des prestations	7
3.2.	Durée du marché et délais d'exécution	7
3.3.	Prolongation du délai d'intervention	7
3.4.	Clause sociale	7
3.5.	Clauses environnementales	10
3.6.	Conditions générales d'exécution	10
ARTICLE 4 :	COLLABORATION ENTRE LES PARTIES	12
4.1.	Information et moyens d'exécution	12
4.2.	Intervenants	12
4.3.	Obligation de discrétion et secret professionnel	13
4.4.	Obligation de résultat	13
ARTICLE 5 :	RESPONSABILITES DU TITULAIRE	14
5.1.	Généralités	14
5.2.	Responsabilité relative à la conduite des prestations	14
5.3.	Mise en régie	14
CHAPITRE III :	CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES	15
ARTICLE 6 :	MODALITES DES BONS DE COMMANDE	15
6.1.	Passation des bons de commande	15
6.2.	Transmission du bon de commande	16
ARTICLE 7 :	PRIX – CONTENU - VARIATIONS	16
7.1.	Forme des prix	16
7.2.	Révision des prix	17
7.3.	Paieement des sous-traitants	18
ARTICLE 8 :	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	19
8.1.	Avance	19
8.2.	Acomptes	20
8.3.	Présentation des demandes de paiements	20
8.4.	Intérêts moratoires	21
ARTICLE 9 :	PENALITES	21
9.1.	Généralités	21
9.2.	Pénalités	22
9.3.	Autre pénalités	23
CHAPITRE IV :	CONTROLE – RECEPTION DES TRAVAUX	24
ARTICLE 10 :	CONTROLE	24
ARTICLE 11 :	RECEPTION DES TRAVAUX	24
CHAPITRE V :	RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE	24
ARTICLE 12 :	RESILIATION	24
ARTICLE 13 :	RESILIATION POUR FAUTE	24
ARTICLE 14 :	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	25
ARTICLE 15 :	REGLEMENT DES LITIGES	25
ARTICLE 16 :	ASSURANCE	25
ARTICLE 17 :	MODIFICATIONS DU MARCHÉ	25

CHAPITRE VI : CLAUSES DIVERSES	26
ARTICLE 18 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	26
14.1. <i>Non validité partielle</i>	26
14.2. <i>Référence</i>	26
14.3. <i>Annexes au marché</i>	26
14.4. <i>Langue</i>	26
ARTICLE 19 : RGPD	26
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	27

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le marché public projeté a pour objet l'exécution de travaux de Menuiserie / Serrurerie / Vitrerie / Métallerie. Ces travaux portent sur des biens bâtis ou non bâtis, occupés ou vacants, dont l'Etablissement est propriétaire ou locataire.

1.2. Nature du marché

Le marché est passée en procédure formalisée conformément aux dispositions de l'article L. 2124-1 du Code de la commande publique, soit en procédure d'appel d'offres ouvert définie aux article L. 2124-2 et R. 2124-2-1 du Code de la commande publique.

Le marché public est un marché de travaux au sens de l'article L. 1111-2 du code de la commande publique.

Ce marché de service est soumis, sauf dérogation, aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.3. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est traité à prix unitaires (article R2112-6 1°) passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-1 et suivants d'une part, et R2162-13-14 d'autre part.

Le montant est décliné comme suit :

- Seuil minimum : Sans minimum
- Seuil maximum : **Avec un montant maximal annuel de 470 000,00 € HT**

Les prestations seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.4. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "l'entrepreneur" sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

1.5. Sous-traitance

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

1.4.1. Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

1.4.2. Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives des marchés sont, dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- L'Acte d'Engagement et son annexe RGPD ;
- Le Détail quantitatif estimatif (DQE) valant Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières : Généralités (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières : Travaux de menuiserie/serrurerie/vitrierie/métallerie) (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) et d'une façon générale les règles et recommandations professionnelles ;
- Le mémoire technique du soumissionnaire devenu titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.
- Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.
- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. Définition des prestations

La description des prestations est indiquée dans le C.C.T.P.

3.2. Durée du marché et délais d'exécution

3.2.1 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement à trois (3) reprises pour la même durée et pour le même montant maximal.

En cas de non-reconduction, la décision doit être notifiée aux titulaires deux (2) mois avant l'échéance du terme.

3.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

3.3. Prolongation du délai d'intervention

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt le représentant du pouvoir adjudicateur afin de prendre les mesures pour remédier à cette situation temporaire d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

3.4. Clause sociale

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'après les articles L 2112-2 et L 2112-4 du Code de la Commande Publique. Il est prévu, une clause d'insertion, présentée comme suit :

- **150 heures** d'insertion par an
- Seuil de déclenchement de l'action d'insertion à **250 000 € HT** de **commandes facturées par an**
- le facilitateur, **désigné à la notification du marché**, envisagera les modalités de pérennisation du dispositif au-delà de cette action annuelle de 150 heures.
 - **Les publics visés sont :**
 - Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) et n'ayant pas travaillé depuis 4 mois ;
 - Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;

- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification).

En outre, le facilitateur qui sera désigné ultérieurement peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi

○ **L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion :**

L'attributaire s'engage au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- ✓ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise (CDI, CDD, Contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés)
- ✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une Association intermédiaire ou d'un ACI (Atelier Chantier d'insertion).

- ✓ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un responsable interne désigné sera chargé du suivi des actions d'insertion et œuvrera au sein de l'entreprise à la bonne réalisation des parcours d'insertion. Ce référent de la direction de chantier sera l'interlocuteur du facilitateur en matière d'insertion. Il suivra l'ensemble de l'action, de la mise en place avec les partenaires du territoire à l'évaluation.

Il transmettra les informations nécessaires au suivi de l'action et à l'évaluation des actions, de façon mensuelle.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec **le facilitateur**.

○ **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le facilitateur.

À la suite de l'attribution du marché et préalablement à sa signature et la notification par la personne responsable du marché, il sera organisé une réunion entre le prestataire le facilitateur, afin de préciser les modalités d'exécution et de remplir l'annexe prévue à l'acte d'engagement.

Le facilitateur se tiendra à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concernée par la spécificité du marché
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises

○ **Identité du facilitateur :**

Le facilitateur sera désigné lors de la notification de l'accord-cadre

○ **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par « le facilitateur ».

➤ **Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements directs :**

Le titulaire devra transmettre au « facilitateur » pour chaque personne recrutée, une copie du contrat de travail, dès l'embauche et la copie des fiches de paies.

➤ **Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements indirects :**

Le titulaire devra transmettre au « facilitateur », pour chaque personne recrutée, une attestation de la structure d'insertion employant cette personne et faisant apparaître le nombre d'heures effectuées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités qui seront prévue dans le DCE. En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour respecter son engagement. Dans ce cas, « le facilitateur », étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge. A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

○ **Suivi du dispositif et bilan :**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire devra répondre à toute demande du « facilitateur » relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Des bilans seront réalisés conjointement avec « le facilitateur » (remis au moment de la mise au point). Ces bilans se feront au cours de rendez-vous commun au cours desquels seront réalisés des points d'étape sur le parcours des personnes insérées. Un bilan mensuel sera réalisé.

A la fin du présent marché, le titulaire présentera au « facilitateur » un bilan qualitatif et quantitatif du dispositif social mis en œuvre faisant état :

- Du nombre de personnes recrutées et du nombre d'heures effectuées,
- De la qualité des prestations réalisées et des éventuelles difficultés rencontrées,
- De l'orientation proposée pour les personnes en fin de contrat.

A l'achèvement du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Le titulaire présente, à ce moment, l'attestation du « facilitateur » faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

3.5. Clauses environnementales

L'entrepreneur et ses sous-traitants potentiels devront respecter la Charte Chantier à Faible de Nuisance de l'EPFIF.

L'EPFIF étant engagée dans une démarche de développement de la valorisation (recyclage, réutilisation, réemploi), l'entrepreneur devra prioriser son mode de traitement des éléments du site (Produits, Equipements, Matériaux, Déchets).

Quand un déchet n'a pas pu être évité, la personne chargée de la gestion du déchet doit privilégier son traitement, dans l'ordre suivant : réutilisation, recyclage, valorisation, élimination.

Un objectif de revalorisation matière des matériaux générés sur les chantiers est calé à 75% minimum.

Le titulaire devra fournir TOUS les justificatifs nécessaires (tableaux de suivi, copie de bordereaux, attestations d'exutoires, ...) pour démontrer annuellement que l'objectif est atteint.

3.6. Conditions générales d'exécution

3.5.1 Conditions d'exécution des travaux

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, l'entrepreneur obtiendra tout accord préalable auprès du Pouvoir Adjudicateur.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur,
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics,
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (scies, tous outils à percussion, etc.).
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.).
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devra en référer à l'EPFIF, ses administrateurs de biens et au maître d'œuvre le cas échéant.

3.5.2 Ordres de services

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, il est précisé que tous les ordres de services émis par le maître d'œuvre relatifs à un engagement financier du maître de l'ouvrage, aux délais d'exécution, aux modifications du programme initial ou à des décisions de la personne publique doivent être signés par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

ARTICLE 4 : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

4.1. Information et moyens d'exécution

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre des présents accords-cadres.

4.2. Intervenants

Généralités

Le prestataire s'engage à affecter un personnel en nombre suffisant, qualifié et de préférence permanent de son entreprise.

Le personnel devra être immédiatement identifiable par le port d'une tenue justifiant de son appartenance à l'entreprise titulaire du marché et de toutes les protections nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur se dégage de toute responsabilité en cas de non-respect des équipements de protection individuelle. De même, un responsable direct est identifié nommément et peut être joint à tout moment afin de lever tout obstacle au bon déroulement de la prestation. Il est l'interlocuteur privilégié et exclusif de l'EPFIF. Le prestataire fournit à son personnel l'outillage, le matériel, le véhicule et les équipements nécessaires à la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire met en place, une équipe dédiée, stable, compétente, expérimentée et qualifiée, placée sous la responsabilité du responsable unique défini ci-dessous, et conforme à son offre tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Interlocuteur privilégié :

Le titulaire, désigne, dès la conclusion de l'accord-cadre, un responsable unique dédié, qui est le correspondant de l'EPFIF au titre de l'exécution du marché.

Le responsable unique est le contact privilégié de l'EPFIF et son représentant. Il est le garant du bon déroulement de la gestion du marché, du respect des obligations contractuelles, de la production et de l'exactitude des reportings, etc.

Cet interlocuteur sera suppléé par un adjoint afin que les carences dues aux congés, maladies, ... soient absorbées et n'entraînent aucune répercussion pour l'EPFIF.

En cas de départ du responsable dédié, le titulaire est tenu de notifier au pouvoir adjudicateur et ce, sans délai, la personne poursuivant la mission assurée par le membre sortant. La nouvelle personne désignée devra présenter des compétences équivalentes à celles du collaborateur sortant

Conditions de remplacement :

La personne publique se réserve la faculté, à tout moment, de solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A cet effet, il transmet à la personne publique le curriculum vitae du remplaçant proposé.

La personne publique se réserve la même faculté en cas de défaillance d'un des membres de l'équipe. Dans cette hypothèse, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le prestataire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par la personne publique pendant quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du curriculum vitae correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvel intervenant proposé.

En cas de refus de la personne publique porté à la connaissance du prestataire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de la part de la personne publique.

Le silence de l'EPFIF dans un délai de 30 jours vaut acceptation du remplaçant. Dans le cas contraire, l'EPFIF notifiera au prestataire son refus par courrier ou de manière dématérialisée. Le prestataire devra alors présenter un autre remplaçant dans les 15 jours.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de refus de l'EPF, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document.

4.3. Obligation de discrétion et secret professionnel

Le titulaire du présent marché s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché et de son exécution.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

L'obligation de confidentialité continue après l'expiration du marché. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention des prestataires.

En cas de non-respect de la confidentialité, l'EPFIF peut résilier le marché immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle peut réclamer.

4.4. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Il se voit appliquer les pénalités mentionnées à l'article 9 du présent CCAP en cas de défaillance à ses obligations contractuelles, notamment en matière de délais d'intervention, de défaillance du matériel ou encore de production des reportings. Le titulaire prend en conséquence toutes les mesures nécessaires à cet effet. Il se soumet à l'obligation de résultat du marché proposé ainsi qu'aux pénalités en découlant.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE

5.1. Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

5.2. Responsabilité relative à la conduite des prestations

Pour rappel, le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. A ce titre, les personnes physiques chargées de l'exécution de la mission doivent être désignées. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les nouvelles personnes physiques devront au minimum avoir des qualifications et expériences professionnelles équivalentes aux personnes physiques désignées dans l'offre.

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis.

Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

Le titulaire du marché veille à faire respecter par son personnel les règles de sécurité du travail et de sécurité.

Par ailleurs, il est ici précisé que le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, copie de la ou des attestations d'assurances afférentes aux risques susvisés et à tout autre risque pour lesquels il jugerait utile de s'assurer.

5.3. Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 6 : MODALITES DES BONS DE COMMANDE

6.1. Passation des bons de commande

Les prestations seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire conformément à l'article 3.7 du CCAG-travaux, par tout moyen permettant d'attester de la date de réception (par télécopie, par courriel ou par courrier avec accusé de réception).

Les prestations seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront émis sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU lors de l'établissement de l'accord-cadre, appliqués aux quantités réellement commandées.

A titre dérogatoire et exceptionnel, pour toute prestation dont le prix unitaire ne figure pas au BPU du marché, le titulaire doit établir un devis, soumis préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable du marché.

En cas de besoin récurrent, les parties procèderont par avenant en application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou les administrateurs de biens pourront être honorés par le titulaire.

Le titulaire devra être en possession d'un bon de commande dûment signé par l'EPFIF ou les administrateurs de bien pour présenter ses factures.

A défaut l'EPFIF ou ses administrateurs de biens sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

A noter : Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le pouvoir adjudicateur ou ses administrateurs de biens . A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

Chaque bon de commande précisera :

- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le lieu d'exécution de l'intervention ;
- Les prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- Le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande ;

- Les délais d'exécutions ;
- L'adresse du service où envoyer la facture ;
- La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou les administrateurs de biens pourront être honorés par le titulaire.

6.2. Transmission du bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande, dont le délai d'exécution commence à partir de la date de notification du bon de commande.

La définition et la notification des bons de commande, se déroulent de la manière suivante :

1. L'agent de l'EPF Ile-de-France ou son représentant envoie par courriel ou depuis un accès sécurisé via une plateforme extranet une demande d'intervention.
Le titulaire doit impérativement accuser réception de la demande et contacter l'agent de l'EPF Ile-de-France ou son représentant demandeur pour prendre connaissance du travail à effectuer dans un délai de 24 heures après la date de la demande. Passé ce délai le titulaire peut se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues au présent CCAP.
2. Dans un délai de 72h après avoir accusé réception de la demande ; le titulaire établira un devis conforme aux besoins explicités par l'agent de l'EPF Ile-de-France ou son représentant en tenant compte des prix unitaires mentionnés dans le bordereau de prix unitaires. Passé ce délai de 72h, le titulaire peut se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues au présent CCAP.
3. L'EPF Ile-de-France ou son représentant établira le bon de commande au titulaire.
4. Le titulaire accuse réception du bon de commande correspondant dans un délai de 24h et missionne une équipe afin de procéder à l'intervention. Les opérations de travaux devront démarrées dans un délai de 48 heures après avoir accusé réception du bon de commande.
Les opérations de contrôle, maintenance et entretien ayant une périodicité devront être calées au moment de l'établissement du bon de commande.
Passé ces délais le titulaire peut se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues au présent CCAP.
5. Le titulaire veillera au respect du délai d'exécution et de la date de fin d'intervention, mentionnés dans son devis.
Ce délai devra être en lien avec les délais maximaux présents dans le CCTP. Passé ce délai le titulaire peut se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues au présent CCAP.

ARTICLE 7 : PRIX – CONTENU - VARIATIONS

7.1. Forme des prix

Les prix s'entendent :

- unitaires,
- révisables chaque année (12 mois après la notification du marché),
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont exprimés hors taxes. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation notamment ceux mentionnés au CCTP ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

Les prestations sont réglées par application du bordereau des prix unitaires.

Les prix unitaires sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils sont réputés intégrer l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation des missions et sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

7.2. Révision des prix

7.2.1 Généralités

Les prix unitaires indiqués par le titulaire dans le BPU sont fermes pendant la durée de l'accord-cadre.

Les prix seront révisables chaque année, sur demande du titulaire, chaque année à la date anniversaire de notification du marché, établissant ainsi de nouveaux prix fermes.

7.2.2 Modalités de révision

➤ Indice des prix

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index BT01 (Bâtiment - Tous corps d'état- Base 2010).

En cas de disparition de l'indice, la révision des prix s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'indice de substitution/remplacement désigné par l'INSEE.

➤ Formule de révision

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$C = 0,125 + 0,875 * Im/lo$$

Dans laquelle :

C : le coefficient de révision applicables aux prix unitaires

lo : index BT01 du mois mo (dernier indice publié au mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement)

Im : index BT01 du mois m (dernier indice publié à la date d'anniversaire du mois d'établissement du prix).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de cette formule. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Nota : *l'application de la formule de révision établi de nouveaux prix unitaires fermes.*

7.2.2 Demande de révision

La demande de révision doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité. Cette demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

La demande de révision doit parvenir au plus tard dans les six (6) mois suivants la date d'anniversaire de notification du marché.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision. A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

La demande de révision est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois à compter de sa transmission. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix.

Dans cette hypothèse, les prix sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision dès lors que le titulaire du marché a procédé à une application fidèle de la formule de révision. La décision d'acceptation valant révision des prix est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

7.3. Paiement des sous-traitants

Désignation des sous-traitants

Les dispositions du code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Lors de la remise de l'offre, les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par la personne responsable du Marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 46.3 du C.C.A.G.-Travaux. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande, dans les huit jours. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation huit jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 00 du montant HT du bon de commande concerné.

Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- les références de l'acte spécial : N°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traitées ; mois des prestations sous-traitées ;
- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

8.1. Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire **s'il rentre dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.**

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra stipuler sa renonciation sur l'acte d'engagement ou en informer le pouvoir adjudicateur par courrier au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le Code de la commande publique.

Cette avance sera calculée et remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Modalités de remboursement :

En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du bon de commande.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursée par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1^{er} remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.
- Le 2nd remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

8.2. Acomptes

En cours d'exécution de chaque bon de commande, le titulaire du présent accord-cadre pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, **tous les trois mois**, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Toutefois, lorsque le titulaire du présent accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise **tous les mois** au pouvoir adjudicateur sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans le Bordereau des Prix Unitaires.

8.3. Présentation des demandes de paiements

Après achèvement de chaque mission, les sommes dues en exécution de chaque bon de commande feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait et jugé conforme.

Les factures seront libellées en euros. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonctions des avances, pénalités et autres.

Les factures afférentes au paiement seront établies avec outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse de l'entreprise,
- numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- nature de la prestation,
- montant hors TVA,
- taux et montant de la TVA,
- montant total de la prestation, la date.

Conformément à la loi du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ».

Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service DGP ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement.

Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées. Dans ce dernier cas, le montant rectifié sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

8.4. Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, « *le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage* ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

ARTICLE 9 : PENALITES

9.1. Généralités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités sont applicables dès le premier euros.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas limité.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'ouvrage ou son représentant, par rapport :

- Aux délais d'exécution ;

- Aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- Aux dates et heures de rendez-vous de chantier.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 19 du CCAG Travaux. L'application des pénalités ou retenues sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels de l'entreprise. Elles seront assujetties à la TVA.

En cas de groupement, les pénalités sont affectées aux différentes entreprises selon la règle du prorata de la répartition.

Les pénalités définies ci-dessous se cumulent aux autres pénalités, amendes, coûts de remise en état et indemnisations liées aux préjudices.

9.2. Pénalités

Les montants des pénalités sont exprimés en euro HT.

- **Pénalités en cas de dépassement du délai global d'exécution prévu au bon de commande :**

En cas de dépassement du délai global d'exécution ; prévu au bon de commande, il sera fait application d'une pénalité journalière de 500 € HT

- **Pénalités en cas de retard dans la remise de documents**

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents (rapport après intervention, rapport d'activité mensuel, bilan annuel), une pénalité de 150 € HT par document et par jour calendaire de retard sera appliquée. Le délai sera indiqué par le maître d'œuvre lors de la demande des documents.

- **Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier :**

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, alors qu'il aura été dûment convoqué, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par manquement constaté.

- **Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception :**

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai fixé par le maître d'ouvrage lors de l'envoi du PV de réception avec réserves, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard sont appliquées dans les conditions fixées à l'article 19.2.3 du C.C.A.G et jusqu'à la date de l'achèvement, même si le maître d'ouvrage décide de l'article 41.6 du C.C.A.G.

- **Pénalités pour non-respect de la Charte de chantier à faibles nuisances de l'EPFIF :**

En cas de manquement aux obligations de la charte « chantier à faibles nuisances », des pénalités financières sont appliquées pour chaque infraction constatée, selon le barème suivant :

⇒ chaque infraction représentant 1 500 € HT pour :

- le brûlage de déchets,
- l'enfouissement de déchets,
- le dépôt sauvage de déchets,
- la pollution des sols, sous-sols, cours d'eau lors des travaux (fuite d'engin, déversement de déchets, ...).

⇒ chaque infraction représentant 1 000 € HT pour :

- un bordereau de suivi de déchets non remis, incomplets, falsifié,
- un CAP non remis, falsifié,

- l'envoi de déchets de tout type et nature dans un centre de traitement ou d'enfouissement différent du SOGED contractualisé dans le marché, sans validation des Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage au préalable (CAP, bordereau de suivi, accord écrit, ...)
- ⇒ chaque infraction représentant 500 € HT pour :
 - le non-respect des horaires de chantier,
 - le non-respect du plan de circulation,
 - le non-respect du plan d'installation de chantier,
 - le stockage de produits dangereux en dehors des zones réservées et/ou sans protections particulières,
- ⇒ Chaque infraction représentant 200 € HT pour :
 - la détérioration de végétaux à protéger,
 - la présence de salissures sur la voie publique,
 - la détérioration de mobiliers ou équipements urbains,
 - l'absence de tenue à jour du registre de chantier à faible nuisance,
 - le non traitement d'une plainte de voisinage.
- ⇒ Non régularisation d'une infraction : 200 € HT par jour de retard calendaire sur la date limite de régularisation fixée

- **Pénalités pour travail dissimulé :**

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant des commandes déjà exécutés.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

- **Pénalités pour absence d'équipements :**

Conformément aux dispositions du CCTP, en cas d'absence d'un ou de plusieurs des équipements listés, il sera fait application d'une pénalité journalière de 300 € HT et par équipement absent du chantier.

- **Pénalité en cas de Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité de 60 euros hors taxes par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros hors taxes par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les appliquer.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, dès que les délais sont dépassés ou les manquements constatés. Ces pénalités seront déduites par l'EPFIF, du règlement correspondant aux prestations en cause.

9.3 Autre pénalités

Cette liste n'est pas exhaustive. Aussi, pour l'ensemble des rendus non listés ci-avant, une pénalité de 500 € HT s'applique par jour calendaire de retard.

CHAPITRE IV : CONTROLE – RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 10 : CONTROLE

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre et tels que définis notamment dans le descriptif technique.

Tous les contrôles des ouvrages et / ou parties d'ouvrages définis dans le marché (particulièrement les C.C.T.G. et le descriptif technique) sont à la charge exclusive de l'entrepreneur.

ARTICLE 11 : RECEPTION DES TRAVAUX

Les opérations de réception seront menées conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux.

CHAPITRE V : RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE

ARTICLE 12 : RESILIATION

12.1. Résiliation pour faute

En complément des dispositions prévues à l'article 50.3 du C.C.A.G.-Travaux, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquement répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés.
- Manquement répété (+ de 3) à l'occasion de l'exécution des travaux ;
- Manquement grave et répété (+ de 3) à la charte de chantier à faibles nuisances.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

Nota : la liste énumérée ci-dessous n'est point limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.

12.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article L. 2195-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-travaux, Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable.

Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

ARTICLE 14 : ASSURANCE

Le titulaire doit justifier qu'il est en possession d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés dans l'exécution des prestations ainsi qu'une assurance décennale

Le titulaire déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages corporels et matériels que le titulaire pourrait causer pendant l'exécution du présent marché.

A tout moment, le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire de produire ses attestations d'assurances. A défaut de production dans un délai de 10 jours francs à compter de l'expédition de la demande, le marché sera résilié aux torts et risques de l'entrepreneur.

Conformément au règlement de la consultation le titulaire devra être assuré au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ainsi qu'au titre de la responsabilité décennale

Le montant des garanties devra être suffisant pour couvrir les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures qui seraient causés du fait de son activité.

ARTICLE 15 : MODIFICATIONS DU MARCHE

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

CHAPITRE VI : CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

16.1. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

16.2. Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

16.3. Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

16.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 17 : RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des marchés dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement

européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des accords-cadres ;
 - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents accords-cadres ;
 - Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
 - Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;
- Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présents accords-cadres :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
 - Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences «du règlement européen sur la protection des données». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.
 - A l'échéance des accords-cadres, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toutes les dispositions du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G.-Travaux
Ordre des pièces contractuelles	Art.2	Art. 4.1
Ordre de service	Art. 3.5.2	Arti. 3.8
Sous-traitance	Art. 7.3	Art.3.6.1.5
Pénalités	Art. 9	Art. 19.2.1
Pénalités	Art. 9	Art. 19.2.2
Pénalités	Art. 9	Art. 19.2.4
Résiliation	Art.10	Art. 50.4